

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023 ▪ 2024

Secrétariat du Conseil du trésor

Autorité des marchés publics

Centre d'acquisitions gouvernementales

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS DE L'OPPOSITION
OFFICIELLE

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS DU DEUXIÈME
GROUPE D'OPPOSITION

Secrétariat du Conseil du trésor Étude des crédits 2023-2024 Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle		
# demande 2023-2024 PLQ Renumérotée	Sujet de la demande	Nom de la demande 2023-2024
P01	Dépenses en logiciel, matériel et services professionnels en TI	Sommes dépensées en 2022-2023 (et prévisions pour 2023-2024) par le secrétariat et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou d'infrastructure technologique Québec).
P02	Occasionnel devenu permanent	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteur au secrétariat et dans chaque organisme qui en relève en 2022-2023 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
P03	Concours et tirages	Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023: a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.
P04	Employés affectés aux affaires publiques	Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023 : a) le nombre d'employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme; c) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin, ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.
P05	Nombre de départs-ministères et organismes	Pour chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant). Fournir les données ventilées selon la raison du départ : a) la retraite; b) la démission; c) la révocation pour incompétence; d) la révocation pour incapacité; e) la fin d'emploi; f) le décès; g) la mise à pied; h) la destitution; i) toute autre raison.
P06	Postes abolis - employés RQAP	Pour le Conseil du Trésor et les organismes liés, en 2022-2023, le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP, au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste.
P07	Postes mutés - employés RQAP	Pour le Conseil du Trésor et les organismes liés, en 2022-2023, le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP, au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.
P08	Les 20 plus hauts salariés	En 2022-2023, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant partie des entités consolidées les éléments suivants : a) le salaire annuel des 20 plus hauts salariés; b) la rémunération totale des 20 plus hauts salariés.
P09	Manquements aux contrats de services Article 28 Loi 15	Liste des manquements constatés en vertu de l'article 28 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.
P10	Effectif Ingénieurs	Nombre d'ingénieurs à l'emploi du gouvernement du Québec en 2022-2023.
P11	Employés congédiés	Pour l'année 2022-2023, le nombre d'employés de la fonction publique qui ont été congédiés, par classe d'emploi et selon le motif du renvoi.
P12	Études rétention des employés	Toute somme dépensée et copie de toutes les études sur la rétention des employés en 2022-2023.
P13	Taux d'embauche FP	Pour 2022-2023, nombre et taux d'embauches dans la fonction publique. Ventiler par corps d'emploi.
P14	Service de communication et de planification stratégique	Pour l'exercice 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024, fournir les montants dépensés par ministère et organisme en service de communication et de planification stratégique.
P15	Service de génie de toutes sortes	Pour l'exercice 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024, fournir les montants dépensés par ministère et organisme en service de génie de toutes sortes.
P16	Unités autonomes	Nombre d'unités autonomes de services propres à la fonction publique en indiquant de quels ministères ou organismes relèvent chacune d'elle.
P17	Employés embauchés groupes cibles ou < 35 ans et remboursement déménagement	Pour l'année 2020-2021, le nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également : a) le nombre d'employés ayant obtenu en 2020-2021 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.
P18	Actifs radiés en informatique	Pour l'exercice 2022-2023, la valeur des actifs liés aux projets informatiques qui ont été radiés du bilan de chacun des ministères et organismes.
P19	Nouvelles publications	Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2022-2023 et coût associés à chacune d'elles.
P20	Fonds de suppléance 2021-2022	Détails de la composition du fonds de suppléance pour l'année 2022-2023.
P21	Plan d'achat gouvernemental producteurs locaux	Sommes allouées et ressources humaines (ETC) pour développer un plan d'achat gouvernemental favorisant les producteurs locaux.
P22	Ressource externe TI	Sommes investies afin d'avoir recours à des ressources externes en matière de technologie de l'information, d'infonuagique et de sécurité des données. Coût horaire moyen des ressources externes.
P23	Évolution ressources internes et externes	Évolution du nombre de ressources humaines internes et externes en 2022-2023.
P24	Prix moyen d'achat - appareils TI	Prix moyen d'achat (du CAG) et de moyenne vente (lors de regroupements d'achats aux ministères et organismes) des appareils suivants : a) ordinateurs; b) téléphones portables; c) tablettes.
P25	Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG	Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisition gouvernemental (CAG) et de l'ITQ depuis sa création en ventilant par année et par type de services.
P26	% utilisation des M/O - offre permanente	Pourcentage d'utilisation par les ministères et organismes de l'offre permanente du CAG pour 2022-2023.
P27	Services partagés obligatoires - réseaux et MO	Liste des services partagés obligatoires pour (i) les ministères et organismes publics et (ii) les réseaux de l'éducation et de la santé, ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoit rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.
P28	Contrats octroyés CAG	Pour les trois dernières années, les valeurs et nombres de contrats octroyés par le CAG et l'ITQ. Ventiler par type de fournisseurs et par mode d'octroi (appel d'offres public, appel d'offres sur invitation, et gré à gré).
P29	Organismes et agences; membres C.A. AMP	Pour l'année 2022-2023, indiquer : a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes dont le mandat a été renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur CV; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.
P30	Nombre de demandes d'autorisation - AMP	Pour 2022-2023, le nombre d'entreprises ayant fait une demande d'autorisation à l'AMP.
P31	Nombre d'autorisations reçues - AMP	Pour 2022-2023, le nombre d'entreprises ayant reçu une autorisation de l'AMP.
P32	Nombre d'autorisations refusées - AMP	Pour 2022-2023, le nombre d'entreprises s'étant vu refuser une autorisation par l'AMP. Préciser les motifs.
P33	Processus de vérification entreprises RENA	Toutes les sommes dépensées afin d'améliorer les processus de vérification afin d'inscrire des entreprises au RENA.
P34	Nombre d'autorisations révoquées - AMP	Pour 2022-2023, le nombre d'entreprises dont l'autorisation a été révoquée par l'AMP. Préciser les motifs.
P35	Délais de traitement - AMP	Pour 2022-2023, les délais de traitement pour l'octroi d'une autorisation par l'AMP.
P36	Plaintes reçues - AMP	Pour 2022-2023, le nombre de plaintes reçues par l'AMP en ce qui concerne l'adjudication ou l'attribution de contrats publics. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat, visés et (ii) les ministères ou organismes publics visés.
P37	Délais de traitement - plaintes - AMP	Pour 2022-2023, les délais de traitement d'une plainte reçue par l'AMP.
P38	Interventions, vérifications et enquêtes - AMP	Pour 2022-2023, le nombre d'interventions, de vérifications et d'enquêtes par l'AMP en ce qui concerne l'adjudication ou l'attribution de contrats publics. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat visés, (ii) les ministères ou organismes publics visés et (iii) les motifs.
P39	Suspension ou résiliations - AMP	Pour 2022-2023, le nombre de contrats publics ou de processus d'adjudication ou d'attribution de contrat, pour lesquels des ordonnances ou des recommandations ont été données par l'AMP, ou qui ont été suspendus ou résiliés à la demande de l'AMP. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat visés, (ii) les ministères ou organismes publics visés et (iii) les motifs.
P40 RP-48 MAMH	Optimisation des ressources et compressions de dépenses	Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le ministère ou l'organisme qui en relève en 2022-2023. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale opposition officielle	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NRP1-1	DP1-05	Taille (nombre total d'employés) et masse salariale de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public pour 2022-2023. prévisions pour 2023-2024.	Répondue par la réponse aux demandes de renseignements généraux 13i et 37
NRP1-2	DP1-09	En 2022-2023, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant partie des entités consolidées les éléments suivants : a) le nombre d'employés; b) le nombre d'employés selon la classe; c) la dépense en masse salariale; d) la dépense en rémunération (avantages sociaux +salaire); e) le coût total moyen par employé; f) le coût total moyen par employé selon la classe d'employé.	Répondue par la réponse aux demandes de renseignements généraux 13i et 37
NRP1-3	DP1-12a	Concernant l'effectif de la fonction publique : a) nombre d'ETC dont le port d'attache est situé hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal pour 2022-2023 et ventilation par région;	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 13i
NRP1-4	DP1-12b	Concernant l'effectif de la fonction publique : b) effectif de la fonction publique : nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Québec pour 2022-2023;	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 13i
NRP1-5	DP1-12c	Concernant l'effectif de la fonction publique : c) effectif de la fonction publique : nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Montréal pour 2022-2023 et chacune des 5 années précédentes.	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 13i
NRP1-6	DP1-28	Pour l'exercice 2022-2023, veuillez indiquer précisément, et ce par ministère, organisme et entité quelles sont les mesures de contrôle de dépenses qui ont été mises en place, ainsi que les économies qui ont été réalisées.	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 32
NRP1-7	DP1-36	État de situation et suivi détaillé des différents programmes d'embauche des minorités par l'État québécois.	Répondue par la réponse aux demandes de renseignements généraux 13a et 13b
NRP1-8	DP1-37	Concernant l'accès à l'information: a) Nombre d'effectifs supplémentaires affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2022-2023;	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 67
NRP1-9	DP1-14	Nombre d'ETC en TI à l'emploi du gouvernement du Québec en 2022-2023 et projection de nouveaux spécialistes en TI pour 2022-2023.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP1-10	DP1-16	Toute mesure ou action et budget octroyé afin de mettre en place une formation obligatoire et continue sur la question du racisme pour les employés de l'État.	Répondue par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme
NRP1-11	DP1-26	Nom et salaire de chacun des dirigeants de l'information et des dirigeants sectoriels de l'information en indiquant la date d'entrée en fonction et le nom de l'organisme ou du ministère qu'ils relèvent.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP1-12	DP1-27	Coûts associés à des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établies en 2022-2023. En fournir la liste et la date de parution.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP1-13	DP1-15	Fournir toute note, analyse ou recommandation sur l'engagement gouvernemental de déplacer 5000 fonctionnaires en région.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NRP1-14	DP1-32	État d'avancement du projet d'implantation de la norme ISO 37001 – Système de management anticorruption.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NRP1-15	DP1-33	État d'avancement des projets concernant les délais de paiement dans l'industrie de la construction.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 1 - Dépenses en logiciel, matériel et services professionnels en TI

Sommes dépensées en 2022-2023 (et prévisions pour 2023-2024) par le secrétariat et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou de l'ITQ).

Dépenses 2022-2023	
Logiciels	788 275,34 \$
Matériels	100 898,56 \$
Services professionnels	6 512 326,47 \$
- Rémunération interne *	4 403 343,63 \$
- Contrats externes	1 425 132,84 \$
-Fonds de la Cybersécurité et du Numérique (FCN)**	683 850,00 \$
Projets (Amortissement)	1 858 509,03 \$
TOTAL	9 260 009,40 \$

Note : Les dépenses 2022-2023 des catégories : logiciels, matériels et services professionnels ainsi que les dépenses de projets (amortissement) sont présentées en date du 28 février 2023.

*La rémunération interne concerne uniquement la rémunération des ressources de la Direction principale des ressources informationnelles.

** Les activités sont facturées par le Fonds de la Cybersécurité et du Numérique (FCN), géré par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 2 - Occasionnels devenus permanents

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteur au secrétariat et dans chaque organisme qui en relève en 2022-2023 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.		
Ministère - 160 Secrétariat du Conseil du trésor		2022-2023 (avril à décembre 2022)
Occasionnels	Nombre	75
	Pourcentage	9,1%
Occasionnels nommés réguliers	Nombre	18
	Pourcentage	24,0%

Employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.
Les données présentées prennent en considération les employés occasionnels qui sont devenus temporaires le 1^{er} avril ou au cours de l'année budgétaire.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 3 - Concours et tirages

Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.

Il n'y a eu aucun concours et tirage durant cette période.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 4 - Employés affectés aux affaires publiques

Pour le Secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023: a) Le nombre d'employés affectés aux communications et/ou affaires publiques ; b) Le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme ; c) Le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin, ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.
a) Trois employé(s) de la Direction des communications sont affectés aux affaires publiques. c) Les sommes investies en veille médiatique supérieures à 1 000 \$ et inférieures à 25 000 \$ sont incluses dans la demande de renseignements généraux numéro 6 (contrats). Pour les sommes de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère : Contrats et engagements financiers - Secrétariat du Conseil du trésor (gouv.qc.ca) et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 5 - Nombre de départs

Pour chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant). Fournir les données ventilées selon la raison du départ : a) la retraite; b) la démission; c) la révocation pour incompétence; d) la révocation pour incapacité; e) la fin d'emploi; f) le décès; g) la mise à pied; h) la destitution; i) toute autre raison.		
MINISTÈRE	MOTIF	2022-2023 (Avril 2022 à février 2023)
160-Conseil du trésor	1-Retraite	8
	2-Démission	11
	3-Autres départs	1
Total 160-Conseil du trésor		20

Employés réguliers assujettis à la Loi sur la fonction publique.
 Données présentées selon la structure de l'exercice financier 2022-2023.
 Autres départs: révocation, décès, fin d'emploi, cessation d'emploi, mise à pied, destitution.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 6 - Postes abolis - employés RQAP

Pour le Conseil du Trésor et les organismes liés, en 2022-2023, le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP, au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste.

Entre le 1^{er} avril 2022 et le 28 février 2023, aucun poste n'a été aboli alors que l'employé était sous le régime québécois d'assurance parentale (RQAP).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 7 - Postes mutés - employés RQAP

Pour le Conseil du Trésor et les organismes liés, en 2022-2023, le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP, au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.

Aucun employé du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) bénéficiant du régime québécois d'assurance parentale (RQAP) n'a quitté en mutation entre le 1^{er} avril 2022 et le 28 février 2023.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 8 - Les 20 plus hauts salariés

En 2022-2023, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant partie des entités consolidées les éléments suivants : a) le salaire annuel des 20 plus hauts salariés; b) la rémunération totale des 20 plus hauts salariés.			
NUMÉRO DU MINISTÈRE	MINISTÈRE	SALAIRE ANNUEL	Répartition des 20 plus hauts salariés
160	160-Conseil du trésor et Administration gouvernementale	164 225	1
		166 864	3
		167 148	1
		184 967	1
		185 616	1
		193 434	1
		202 693	1
		206 581	1
		207 499	1
		217 754	4
		232 001	3
		266 639	1
		293 303	1
	Total 160-Conseil du trésor et Administration gouvernementale		20

Employés assujettis à la LFP.
Données selon la structure de l'exercice financier 2022-2023.
Salaire annuel à la paie 24.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 9 - Manquements aux contrats de services Article 28 – LGCE

Liste des manquements constatés en vertu de l'article 28 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.

Aucun manquement n'a été constaté en vertu de l'article 28 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 10 - Effectif Ingénieurs

Nombre d'ingénieurs à l'emploi au Secrétariat du Conseil du trésor en 2022-2023
Nombre d'ingénieurs en 2022-2023 (23 février 2023) : 10

Personnel assujetti à la Loi sur la fonction publique
Comprend l'ensemble des classes d'emplois du corps d'emplois des ingénieurs

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 11 – Employés congédiés

Pour l'année 2022-2023, le nombre d'employés de la fonction publique qui ont été congédiés, par classe d'emploi et selon le motif du renvoi.

Aucun.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 12 - Études rétention des employés

Toute somme dépensée et copie de toutes les études sur la rétention des employés en 2022-2023.

Aucune somme n'a été dépensée spécifiquement pour des études sur la rétention des employés en 2022-2023.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 13 - Taux d'embauche

Pour 2022-2023, nombre et taux d'embauches au Secrétariat du Conseil du trésor. Ventiler par corps d'emploi.

2022-2023 (avril à février)		
Catégorie d'emploi	# d'embauches	Taux d'embauche (%)
Cadre	5	6,6
Professionnel	56	12,1
Technicien	10	13,5
Personnel de bureau	7	53,0
Total	78	12,5

Notes

- Embauche du personnel régulier en recrutement du 1^{er} avril au 23 février 2023.
- Pour cette fiche, le taux d'embauche est calculé ainsi : (nombre d'embauches/moyenne de population) x 100.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 14 - Service de communication et de planification stratégique

Pour l'exercice 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024, fournir les montants dépensés par ministère et organisme en service de communication et de planification stratégique.

Il n'y a aucun contrat qui a fait l'objet de service de communication et de planification stratégique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 15 - Service de génie de toutes sortes

Pour l'exercice 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024, fournir les montants dépensés par ministère et organisme en service de génie de toutes sortes.

Il n'y a aucun contrat qui a fait l'objet de service de génie de toutes sortes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 16 - Unités autonomes

Nombre d'unités autonomes de services propres à la fonction publique en indiquant de quels ministères ou organismes relèvent chacune d'elle.	
UNITÉS AUTONOMES DE SERVICES (UAS)	MINISTÈRE OU ORGANISME RESPONSABLE
Centre de gestion de l'équipement roulant (UAS)	Ministère des Transports
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (UAS)	Ministère de la Sécurité publique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 - Employés embauchés groupes cibles ou < 35 ans et remboursement déménagement

Pour l'année 2022-2023, le nombre d'employés embauchés issus des minorités visibles et ethniques, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également : a) le nombre d'employés ayant obtenu en 2022-2023 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des minorités visibles et ethniques ¹					
2022-2023					
	MINORITÉ VISIBLE ET ETHNIQUE	PERSONNE HANDICAPÉE	ANGLOPHONE	AUTOCHTONE	MOINS DE 35 ANS
Nombre d'employés ² selon le statut					
Régulier	1 654	84	75	39	2 647
Occasionnel ³	1 452	131	156	62	3 172
Nombre d'employés ayant reçu un remboursement lié aux frais de déménagement ⁴	6	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.

¹ La mesure s'adresse aux membres des minorités visibles et ethniques résidant dans la région métropolitaine de Montréal qui acceptent un emploi régulier ou occasionnel de plus d'un an dans une autre région.

² Les résultats de 2022-2023 représentent les mouvements cumulatifs à la paie 24 du 23 février 2023.

³ Sont exclus du tableau les occasionnels avec droit de rappel (statut d'emploi 12).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 18 - Actifs radiés en informatique

Pour l'exercice 2022-2023, la valeur des actifs liés aux projets informatiques qui ont été radiés du bilan de chacun des ministères et organismes.

Aucun.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 19 - Nouvelles publications

Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2022-2023 et coût associé à chacune d'elles.			
Publication	Imprimé	En ligne	Coûts d'impression
Budget de dépenses 2022-2023 - Français - Anglais	X	X	54 341,32 \$
Budget de dépenses 2022-2023 cahier de presse – Français - Anglais	X	X	452,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 20 - Fonds de suppléance 2022-2023

Détails de la composition du fonds de suppléance pour l'année 2022-2023.

Pour l'exercice financier 2022-2023, le Fonds de suppléance a été doté d'un budget de dépenses de 9 523,5 M\$. Cette réserve centrale permet, entre autres, d'assurer le financement des mesures annoncées au Budget 2022-2023, des sommes requises pour l'application de la norme comptable sur les paiements de transfert, ainsi qu'à pourvoir aux dépenses imprévues pouvant survenir en cours d'exercice, dans l'un ou l'autre des programmes gouvernementaux :

- 1 680,7 M\$ concerne les mesures du Budget 2021-2022, dont 1 361,9 M\$ représentent des nouvelles initiatives et 318,8 M\$ des mesures pour vaincre la pandémie et relancer l'économie;
- 6 172,0 M\$ concerne les sommes requises pour l'application de la norme comptable sur les paiements de transfert;
- 1 114,2 M\$ vise à pourvoir aux dépenses imprévues pouvant survenir en cours d'exercice, dans l'un ou l'autre des programmes gouvernementaux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 21 - Plan d'achat gouvernemental producteurs locaux

Sommes allouées et ressources humaines (ETC) pour développer un plan d'achat gouvernemental favorisant les producteurs locaux.

- La stratégie gouvernementale des marchés publics (Stratégie) a été rendue publique le 3 février 2022. Vous pouvez la consulter au <https://www.tresor.gouv.qc.ca/faire-affaire-avec-letat/strategie-gouvernementale-des-marches-publics>.
- Aucun financement n'a été accordé pour l'élaboration ou la mise en œuvre de cette stratégie.
- La Loi sur les contrats des organismes publics (LCOP) inclut, depuis le 2 juin 2022, une section IV (articles 14.1 à 4.5) portant sur le développement économique du Québec et de ses régions. Les dispositions de cette section accordent aux organismes publics assujettis à la LCOP de nouveaux pouvoirs leur permettant de contribuer à cet objectif. Vous pouvez la consulter au https://www.legisquebec.gouv.qc.ca/fr/document/lc/c-65.1#se:14_1.
- Aucun financement n'a été accordé pour l'élaboration ou la mise en œuvre de ces dispositions législatives et réglementaires.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 22 - Ressource externe TI

Sommes investies afin d'avoir recours à des ressources externes en matière de technologie de l'information, d'infonuagique et de sécurité des données. Coût horaire moyen des ressources externes.
Somme totale investie pour les services externes en technologie de l'information, d'infonuagique et de sécurité des données : 1 029 051,93 \$ Coût horaire moyen des ressources externes : 84,05 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 23 - Évolution ressources internes et externes

Évolution du nombre de ressources humaines internes et externes en 2022-2023.

Ressources internes : 683
Ressources externes : 22

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 24 – Prix moyen d'achat - appareils TI

Prix moyen d'achat (du CAG) et de moyenne vente (lors de regroupements d'achats aux ministères et organismes) des appareils suivants : a) ordinateurs; b) téléphones portables; c) tablettes.

Le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) ne vend pas d'ordinateurs, de téléphones portables ou de tablettes aux ministères et organismes (MO). Il met plutôt en place des regroupements d'achats pour les organismes publics.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 25 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisition gouvernemental (CAG) et de l'ITQ depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

En date du 28 février 2023, durant la période financière 2022-2023, 677 organismes publics composaient la clientèle du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), incluant le secteur municipal.

Type de clientèle	2020-2021	2021-2022	2022-2023
Ministères et organismes (MO)	134	146	152
Municipalités	178	190	202
Réseau de la santé et des services sociaux	126	124	125
Réseau de l'éducation	106	111	106
Réseau de l'enseignement supérieur	82	86	92
Total	626	657	677

Liste de la clientèle

Ministères et organismes (MO)

AGENCE DU REVENU DU QUEBEC	ECOLE NATIONALE DE POLICE DU QUEBEC	PROTECTEUR DU CITOYEN
ASS. PARITAIRE SANTE ET SECURITE DU TRAVAIL AFF. SOCIAL	ECOLE NATIONALE DES POMPIERS DU QUEBEC	PROTECTEUR NATIONAL DE L'ELEVE
ASSEMBLEE NATIONALE DU QUEBEC	FONDATION DE LA FAUNE DU QUEBEC	PUBLICATIONS DU QUEBEC
AUTORITE DES MARCHES FINANCIERS	FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES	REGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUEBEC
AUTORITE DES MARCHES PUBLICS	FONDS DE RECHERCHE - NATURE ET TECHNOLOGIES	REGIE DE L'ENERGIE
AUTORITE REGIONALE DE TRANSPORT METROPOLITAIN	FONDS DE RECHERCHE - SANTE	REGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX
BIBLIOTHEQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUEBEC	FONDS DE RECHERCHE - SOCIETE ET CULTURE	REGIE DES MARCHES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QC
BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT	HYDRO-QUEBEC	REGIE DU BATIMENT DU QUEBEC
BUREAU DES ENQUETES INDEPENDANTES	INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUEBEC	RESEAU DE TRANSPORT DE LA CAPITALE
BUREAU DU CORONER	INSTITUT NATIONAL DE SANTE PUBLIQUE DU QUEBEC	RESEAU DE TRANSPORT DE LONGUEUIL
CAISSE DE DEPOT ET PLACEMENT DU QUEBEC	INSTITUT NATIONAL DES MINES	RESEAU DE TRANSPORT METROPOLITAIN - EXO
CENTRALE DE CHAUFFAGE S.E.N.C.	INSTITUT NATIONAL EXCELLENCE EN SANTE ET SERV. SOCIAUX	RETRAITE QUEBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 25 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisition gouvernemental (CAG) et de l'ITQ depuis sa création en ventilant par année et par type de services.		
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE LA COTE-NORD	INVESTISSEMENT QUEBEC	REXFORET
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE LA RIVE-SUD	LA FINANCIERE AGRICOLE DU QUEBEC	SECRETARIAT A LA CAPITALE-NATIONALE
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE L'ESTRIE	MINISTERE AGRICULTURE PECHERIES ALIMENTATION DU QUEBEC	SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE L'OUTAOUAIS	MINISTERE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DE LA BAIE-JAMES
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE MONTREAL	MINISTERE DE LA CYBERSECURITE ET DU NUMERIQUE	SOCIETE DE DEVEL. DES ENTREPRISES CULTURELLES
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE QUEBEC	MINISTERE DE LA FAMILLE	SOCIETE DE LA PLACE DES ARTS DE MONTREAL
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DU SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	MINISTERE DE LA JUSTICE	SOCIETE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUEBEC
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE LAURENTIDES-LANAUDIERE	MINISTERE DE LA LANGUE FRANCAISE	SOCIETE DE TELEDIFFUSION DU QUEBEC
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE MAURICIE-BOIS-FRANCS	MINISTERE DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX	SOCIETE DE TRANSPORT DE LAVAL
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES	MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE	SOCIETE DE TRANSPORT DE LEVIS
CENTRE DE LA FRANCOPHONIE DES AMERIQUES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DE L'INNOVATION	SOCIETE DE TRANSPORT DE L'OUTAOUAIS
COMITE DE DEONTOLOGIE POLICIERE	MINISTERE DE L'EDUCATION	SOCIETE DE TRANSPORT DE MONTREAL
COMMISSAIRE A LA DEONTOLOGIE POLICIERE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES	SOCIETE DE TRANSPORT DE SHERBROOKE
COMMISSAIRE A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	SOCIETE DE TRANSPORT DU SAGUENAY
COMMISSAIRE A LA SANTE ET AU BIEN-ETRE	MINISTERE DE L'IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTEGRATION	SOCIETE DES ALCOOLS DU QUEBEC
COMMISSAIRE AU LOBBYISME DU QUEBEC	MINISTERE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION	SOCIETE DES ALCOOLS DU QUEBEC (CAFETERIA)
COMMISSION D'ACCES A L'INFORMATION	MINISTERE DES FINANCES	SOCIETE DES ETABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUEBEC
COMMISSION DE LA CAPITALE-NATIONALE DU QUEBEC	MINISTERE DES FORETS, DE LA FAUNE ET DES PARCS	SOCIETE DES LOTERIES DU QUEBEC
COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUEBEC	MINISTERE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE	SOCIETE DES TRAVERSISERS DU QUEBEC
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE	MINISTERE DES TRANSPORTS	SOCIETE D'HABITATION DU QUEBEC
COMMISSION DE L'ETHIQUE EN SCIENCE ET EN TECHNOLOGIE	MINISTERE DU CONSEIL EXECUTIF	SOCIETE D'HABITATION ET DEVELOPPEMENT DE MONTREAL
COMMISSION DE PROTECTION DU TERRITOIRE AGRICOLE DU QC	MINISTERE DU TOURISME	SOCIETE DU CENTRE DES CONGRES DE QUEBEC
COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DE LA JEUNESSE	MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET SOLIDARITE SOCIALE	SOCIETE DU GRAND THEATRE DE QUEBEC
COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES	MINISTERE ENVIRONNEMENT ET LUTTE CHANGEMENT CLIMATIQUE	SOCIETE DU PALAIS DES CONGRES DE MONTREAL
COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUEBEC	MSSS- DIRECTION GENERALE DE LA SANTE PUBLIQUE	SOCIETE DU PARC INDUSTRIEL ET PORTUAIRE BECANCOUR
COMMISSION MUNICIPALE DU QUEBEC	MUSEE D'ART CONTEMPORAIN DE MONTREAL	SOCIETE DU PARC JEAN-DRAPEAU
COMMISSION NORMES, EQUITÉ, SANTE ET SECURITE DU TRAVAIL	MUSEE DE LA CIVILISATION	SOCIETE DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 25 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisition gouvernemental (CAG) et de l'ITQ depuis sa création en ventilant par année et par type de services.		
COMMISSION QUEBECOISE DES LIBERATIONS CONDITIONNELLES CONSEIL CRIS-QUEBEC SUR LA FORESTERIE CONSEIL DE GESTION DE L'ASSURANCE PARENTALE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES DU QUEBEC CONSEIL DU PATRIMOINE CULTUREL DU QUEBEC CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE DU QUEBEC CTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE CURATEUR PUBLIC DU QUEBEC DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PENALES DIRECTEUR GENERAL DES ELECTIONS DU QUEBEC	MUSEE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUEBEC OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR OFFICE DE LA SECURITE DU REVENU CHASSEURS PIEGEURS CRIS OFFICE DES PERSONNES HANDICAPEES DU QUEBEC OFFICE DES PROFESSIONS DU QUEBEC OFFICE D'HABITATION DRUMMOND OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE LEVIS OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE LONGUEUIL OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE MONTREAL OFFICE QUEBEC-MONDE POUR LA JEUNESSE OFFICE QUEBECOIS DE LA LANGUE FRANCAISE PARC OLYMPIQUE	SOCIETE PARC-AUTO DU QUEBEC SOCIETE QUEBECOISE DE RECUPERATION ET DE RECYCLAGE SOCIETE QUEBECOISE DES INFRASTRUCTURES SOCIETE QUEBECOISE D'INFORMATION JURIDIQUE SOCIETE QUEBECOISE DU CANNABIS SURETE DU QUEBEC TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES MARCHES FINANCIERS TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU LOGEMENT TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUEBEC TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL VERIFICATEUR GENERAL DU QUEBEC
Municipalités et autres territoires		
ADMINISTRATION REGIONALE DE KATIVIK AGENCE DE MOBILITE DURABLE CANTON DE LOCHABER CANTON DE LOW CANTON DE SHEFFORD COMMUNAUTE METROPOLITAINE DE MONTREAL CONSEIL DE LA NATION ANISHNABE DU LAC SIMON CONSEIL DE LA PREMIERE NATION ABITIBIWINNI GOUVERNEMENT REGIONAL D'EEYOU ISTCHEE BAIE-JAMES MRC D'ARGENTEUIL MRC D'AUTRAY MRC DE DRUMMOND	REGIE INTERMUNI. D'INCENDIE ST-CONSTANT ET ST-CATHERINE REGIE INTERMUNICI. GEST. DECHETS CHUTES-DE-LA-CHAUDIERE REGIE INTERMUNICIP. SECUR. INCENDIE VALLEE-DU-RICHELIEU REGIE INTERMUNICIPALE DE L'EAU VALLEE-DU-RICHELIEU REGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE RICHELIEU-SAINT-LAURENT REGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE ROUSSILLON REGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE THERESE-DE-BLAINVILLE VILLAGE DE CHUTE-AUX-OUTARDES VILLAGE DE LAURIER-STATION VILLE D'ALMA VILLE DE BAIE-COMEAU VILLE DE BAIE-SAINT-PAUL	VILLE DE MONTMAGNY VILLE DE MONTREAL VILLE DE MONTREAL – USINE DE DORVAL VILLE DE MONTREAL – USINE DE POINTE CLAIRE VILLE DE MONTREAL-EST VILLE DE MONT-ROYAL VILLE DE MONT-SAINT-HILAIRE VILLE DE MONT-TREMBLANT VILLE DE NICOLET VILLE DE NOTRE-DAME-DE-L'ILE-PERROT VILLE DE PASPEBIAC VILLE DE PERCE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 25 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisition gouvernemental (CAG) et de l'ITQ depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

MRC DE LA HAUTE-COTE-NORD	VILLE DE BEAUHARNOIS	VILLE DE POINTE-CLAIRE
MRC DE LA JACQUES-CARTIER	VILLE DE BECANCOUR	VILLE DE PONT-ROUGE
MRC DE LA VALLEE DE LA GATINEAU	VILLE DE BELOEIL	VILLE DE PORT-CARTIER
MRC DE LA VALLEE DE L'OR	VILLE DE BLAINVILLE	VILLE DE PREVOST
MRC DE MARIA-CHAPDELAINE	VILLE DE BOISBRIAND	VILLE DE QUEBEC
MRC DE MINGANIE	VILLE DE BOIS-DES-FILION	VILLE DE REPENTIGNY
MRC DE MONTCALM	VILLE DE BOUCHERVILLE	VILLE DE RIMOUSKI
MRC DE ROUVILLE	VILLE DE BROMONT	VILLE DE RIVIERE-DU-LOUP
MRC DES COLLINES-DE-L'OUTAOUAIS	VILLE DE BROSSARD	VILLE DE ROBERVAL
MRC LA HAUTE-YAMASKA	VILLE DE CANDIAC	VILLE DE ROSEMERIE
MUNICIPALITE D'ASCOT CORNER	VILLE DE CARIGNAN	VILLE DE SAGUENAY
MUNICIPALITE DE BOILEAU	VILLE DE CHAMBLY	VILLE DE SAINT-AUGUSTIN-DE-DESMAURES
MUNICIPALITE DE CANTLEY	VILLE DE CHATEAUGUAY	VILLE DE SAINT-BASILE-LE-GRAND
MUNICIPALITE DE CHELSEA	VILLE DE COATICOOK	VILLE DE SAINT-BRUNO-DE-MONTARVILLE
MUNICIPALITE DE CHENEVILLE	VILLE DE CONTRECOEUR	VILLE DE SAINT-CONSTANT
MUNICIPALITE DE DESCHAMBAULT-GRONDINES	VILLE DE COTE SAINT-LUC	VILLE DE SAINTE-ADELE
MUNICIPALITE DE DUHAMEL	VILLE DE COTEAU-DU-LAC	VILLE DE SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE
MUNICIPALITE DE LA PAROISSE DE SAINTE-ANNE-DES-LACS	VILLE DE DELSON	VILLE DE SAINTE-ANNE-DES-PLAINES
MUNICIPALITE DE LA PAROISSE DE SAINTE-MARIE-MADELEINE	VILLE DE DOLBEAU-MISTASSINI	VILLE DE SAINTE-BRIGITTE-DE-LAVAL
MUNICIPALITE DE L'ANGE-GARDIEN	VILLE DE DOLLARD-DES ORMEAUX	VILLE DE SAINTE-CATHERINE
MUNICIPALITE DE MARIA	VILLE DE DORVAL	VILLE DE SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER
MUNICIPALITE DE MORIN-HEIGHTS	VILLE DE DRUMMONDVILLE	VILLE DE SAINTE-JULIE
MUNICIPALITE DE NOTRE-DAME-DE-LA-PAIX	VILLE DE EAST ANGUS	VILLE DE SAINTE-MARIE
MUNICIPALITE DE PETITE-RIVIERE-SAINT-FRANCOIS	VILLE DE FORESTVILLE	VILLE DE SAINTE-MARTHE-SUR-LE-LAC
MUNICIPALITE DE PONTIAC	VILLE DE GASPE	VILLE DE SAINTE-THERESE
MUNICIPALITE DE RIPON	VILLE DE GATINEAU	VILLE DE SAINT-EUSTACHE
MUNICIPALITE DE ROUGEMONT	VILLE DE GRANBY	VILLE DE SAINT-GEORGES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 25 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisition gouvernemental (CAG) et de l'ITQ depuis sa création en ventilant par année et par type de services.		
MUNICIPALITE DE SAINT-ADOLPHE-D'HOWARD	VILLE DE GRANDE-RIVIERE	VILLE DE SAINT-HYACINTHE
MUNICIPALITE DE SAINT-AIME-DES-LACS	VILLE DE HAMPSTEAD	VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
MUNICIPALITE DE SAINT-ANICET	VILLE DE KIRKLAND	VILLE DE SAINT-JEROME
MUNICIPALITE DE SAINT-CALIXTE	VILLE DE LA MALBAIE	VILLE DE SAINT-LAMBERT
MUNICIPALITE DE SAINT-DAVID	VILLE DE LA POCATIERE	VILLE DE SAINT-LAZARE
MUNICIPALITE DE SAINT-DONAT	VILLE DE LA PRAIRIE	VILLE DE SAINT-PAMPHILE
MUNICIPALITE DE SAINTE-ANNE-DU-LAC	VILLE DE LA TUQUE	VILLE DE SAINT-RAYMOND
MUNICIPALITE DE SAINTE-JULIENNE	VILLE DE LAC-BROME	VILLE DE SAINT-REMI
MUNICIPALITE DE SAINTE-JUSTINE-DE-NEWTON	VILLE DE LAC-DELAGE	VILLE DE SAINT-SAUVEUR
MUNICIPALITE DE SAINTE-LUCIE-DES-LAURENTIDES	VILLE DE LACHUTE	VILLE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
MUNICIPALITE DE SAINTE-MARTHE	VILLE DE LAC-MEGANTIC	VILLE DE SEPT-ILES
MUNICIPALITE DE SAINT-GEDEON	VILLE DE L'ANCIENNE-LORETTE	VILLE DE SHAWINIGAN
MUNICIPALITE DE SAINT-HIPPOLYTE	VILLE DE L'ASSOMPTION	VILLE DE SHERBROOKE
MUNICIPALITE DE SAINT-HUGUES	VILLE DE LAVAL	VILLE DE SOREL-TRACY
MUNICIPALITE DE SAINT-JEAN-BAPTISTE	VILLE DE LAVALTRIE	VILLE DE SUTTON
MUNICIPALITE DE SAINT-MARCELLIN	VILLE DE LEBEL-SUR-QUEVILLON	VILLE DE TERREBONNE
MUNICIPALITE DE SAINT-MARC-SUR-RICHELIEU	VILLE DE LEVIS	VILLE DE THETFORD MINES
MUNICIPALITE DE SAINT-MATHIAS-SUR-RICHELIEU	VILLE DE L'ILE-PERROT	VILLE DE TROIS-RIVIERES
MUNICIPALITE DE SAINT-PLACIDE	VILLE DE LONGUEUIL	VILLE DE VARENNES
MUNICIPALITE DE SAINT-VALLIER	VILLE DE LORRAINE	VILLE DE VAUDREUIL-DORION
MUNICIPALITÉ DE STONEHAM-ET-TEWKESBURY	VILLE DE MAGOG	VILLE DE VICTORIAVILLE
MUNICIPALITE DE VAL-DES-MONTS	VILLE DE MANIWAKI	VILLE DE WARWICK
MUNICIPALITE DES ILES-DE-LA-MADELEINE	VILLE DE MARIEVILLE	VILLE DE WESTMOUNT
MUNICIPALITE D'OKA	VILLE DE MASCOUCHE	VILLE D'ESTEREL
MUNICIPALITE D'UPTON	VILLE DE MATAGAMI	VILLE D'HUDSON
REGIE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX DE VALLEE-DU-RICHELIEU	VILLE DE MATANE	VILLE D'OTTERBURN PARK
REGIE D'AQUEDUC INTERMUNICIPALE DES MOULINS	VILLE DE MERCIER	VILLE LA PECHE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 25 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisition gouvernemental (CAG) et de l'ITQ depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

REGIE DE GESTION DES MATIERES RESIDUELLES - MANICOUAGAN
REGIE DE POLICE DU LAC DES DEUX-MONTAGNES

VILLE DE MIRABEL
VILLE DE MONT-LAURIER

Réseau de la santé et des services sociaux

ACCUEIL DU RIVAGE INC.	CISSS DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE	JARDINS DU HAUT SAINT-LAURENT INC.
ASS. CAN. PR SANTE MENTALE SAGUENAY - ADMINISTRATION	CISSS DE LANAUDIERE	LA CHAMPENOISE, CORP. NOTRE-DAME DU BON-SECOURS
BELLE RIVE, VILLA	CISSS DE LAVAL	LE MANOIR HARWOOD INC.
BUANDERIE CENTRALE DE MONTREAL	CISSS DE L'OUTAOUAIS	LES AUGUSTINES DE LA MISERICORDE DE JESUS
C.A. LES CEDRES	CISSS DES ILES	MAISON DES AINE(E)S DE SAINT-TIMOTHEE INC.
CARREFOUR PROVIDENCE	CISSS DES LAURENTIDES	MAISON JESUS-MARIE, CORPORATION
CENTRE D'ACCUEIL MARCELLE-FERRON	CISSS DU BAS ST-LAURENT	MAISON MARIE-PAGE
CENTRE D'ACCUEIL SAINT-JOSEPH DE LEVIS INC.	CISSS MONTEREGIE-CENTRE	MAISON MICHEL-SARRAZIN (LA)
CENTRE DE COMMUNICATION SANTE DES CAPITALES	CISSS MONTEREGIE-EST	MAISON RENE-VERRIER
CENTRE DE COMMUNICATION SANTE MCQ	CISSS MONTEREGIE-OUEST	MAISON-MERE DES SOEURS DE LA MISERICORDE
CENTRE DE SANTE INUULITSIVIK	CIUSSS CENTRE OUEST DE L'ILE DE MONTREAL	MANOIR OKA INC.
CENTRE DE SANTE TULATTAVIK DE L'UNGAVA	CIUSSS CENTRE-SUD DE L'ILE DE MONTREAL	MANOIR SOLEIL INC.
CENTRE D'HEBERGEMENT DU BOISE	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE - SIEGE SOCIAL	MANOIR ST-PATRICE INC.
CENTRE D'HEBERGEMENT ST-FRANCOIS INC	CIUSSS DE L'EST-DE-L'ILE-DE-MONTREAL	MANOIR WEST ISLAND
CENTRE D'HEBERGEMENT ST-JEAN-EUDES INC.	CIUSSS DE L'ESTRIE	PARTAGEC INC. / BUANDERIE
CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITE DE MONTREAL	CIUSSS DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	PAVILLON BELLEVUE INC.
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE	CIUSSS MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUEBEC	PAVILLON ST-ARNAUD INC.
CENTRE LE CARDINAL	CIUSSS NORD DE L'ILE DE MONTREAL	PIGNON BLEU LA MAISON POUR GRANDIR
CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTE MCGILL - CUSM & IR-CUSM	CIUSSS OUEST DE L'ILE DE MONTREAL	REGIE REG. DE LA SANTE ET SERV. SOCIAUX DU NUNAVIK
CHSLD AGE 3 INC	CLINIQUE COMMUNAUTAIRE POINTE-ST-CHARLES	RESIDENCE ANGELICA
CHSLD AU COEUR-DE-LA-VIE INC	CONSEIL CRI SSS BAIE-JAMES	RESIDENCE BERTHIAUME DU TREMBLAY
CHSLD BAYVIEW	CONSEIL DE LA NATION HURONNE-WENDAT	RESIDENCE BON SECOURS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 25 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisition gouvernemental (CAG) et de l'ITQ depuis sa création en ventilant par année et par type de services.		
CHSLD BOURGET CHSLD BUSSEY CHSLD DE GRANBY CHSLD DE LA COTE BOISEE CHSLD DE LA RIVE - PRODIMAX CHSLD DE LAVAL CHSLD DE SAINTE-CATHERINE CHSLD DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU CHSLD DU BOISE SAINTE-THERESE CHSLD JEAN XXIII CHSLD L.-B.-DESJARDINS INC. CHSLD PROVIDENCE NOTRE-DAME-DE-LOURDES INC. CHSLD PROVIDENCE-SAINT-JOSEPH INC CHSLD SAINT-FRANCOIS INC. CHSLD SAINT-LAMBERT SUR-LE-GOLF CHSLD WALES INC. CHU DE QUEBEC - UNIVERSITE LAVAL CISSS DE CHAUDIERE-APPALACHES CISSS DE LA COTE-NORD CISSS DE LA GASPESIE	CORP. DES PARTENAIRES PR LES COMMUNICATIONS SANTE LL CORPORATION DE SERVICES MALLET CORPORATION D'URGENCES-SANTE COUP DE MAIN MAURICIE CRSSS DE LA BAIE-JAMES - CENTRE ADMINISTRATIF DEMEURE AU COEUR DE MARIE DIRECTION DES ASSURANCES DU RESEAU DE LA SANTE EASM - LES SOEURS DE SAINTE-ANNE DU QUEBEC GROUPE CHAMPLAIN - MONTREAL GROUPE CHAMPLAIN - QUEBEC - ESTRIE GROUPE CHAMPLAIN INC. - OUTAOUAIS - LL - MONTEREGIE GROUPE ROY SANTE INC. GROUPE SANTE ARBEC HEMA-QUEBEC HOPITAL MARIE-CLARAC DES SOEURS DE CHARITE DE STE-MARIE HOPITAL SAINTE-MONIQUE INC. HOPITAL SHRINERS POUR ENFANTS INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTREAL INSTITUT NATIONAL DE PSYCHIATRIE LEGALE PHILIPPE PINEL INSTITUT UNIV. CARD. ET PNEUM. DE QUEBEC - UNIV. LAVAL	RESIDENCE CARDINAL-VACHON RESIDENCE DU BONHEUR RESIDENCE NOTRE-DAME RICHELIEU RESIDENCE RIVIERA RESIDENCE SOREL-TRACY INC. RRAC - EPICERIE COMMUNAUTAIRE LE GARDE MANGER RRAC - EPICERIE HALTE-TERNATIVE RRAC - SERVICE ALIMENTAIRE LA RECETTE SANTE COURVILLE INC. - INSTITUT WATERLOO SANTE COURVILLE INC. - LAVAL SERVICES DE LA SANTE M.I.C. SOCIETE DE SOINS PALLIATIFS A DOMICILE DU GRAND MTL SQUARE ANGUS - SOEURS GRISES DE MONTREAL VIGI SANTE LIMITEE - ESTRIE VIGI SANTE LIMITEE - MONTREAL VIGI SANTE LIMITEE - QUEBEC VIGI SANTE LIMITEE - SECTEUR OUEST VIGI SANTE LIMITEE- MCQ - LES CHUTES VILLA MEDICA INC.
Réseau de l'éducation		
ACADEMIE LOUIS-PASTEUR ATLANTIC SCHOOL OF THEOLOGY CENTRE DE SERV. SCOLAIRE DE KAMOURASKA-RIVIERE-DU-LOUP CENTRE DE SERV. SCOLAIRE DE LA VALLEE-DES-TISSERANDS	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIERES CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTS-CANTONS CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES ILES CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES LAURENTIDES	COLLEGE MONT-SACRE-COEUR COLLEGE SAINT-BERNARD COLLEGE SAINT-HILAIRE COLLEGE SAINT-PAUL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 25 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisition gouvernemental (CAG) et de l'ITQ depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

CENTRE DE SERV. SCOLAIRE DES HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES MONTS-ET-MAREES	COLLEGE ST-JEAN-VIANNEY
CENTRE DE SERV. SCOLAIRE DES PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES NAVIGATEURS	COMITE DE GESTION TAXE SCOLAIRE ILE DE MTL - CGTSIM
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE AU COEUR-DES-VALLEES	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PATRIOTES	COMMISSION SCOLAIRE CENTRAL QUEBEC
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE CHARLEVOIX	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PHARES	COMMISSION SCOLAIRE CRIE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA BAIE-JAMES	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PREMIERES SEIGNEURIES	COMMISSION SCOLAIRE EASTERN SHORES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA BEUCE-ETCHEMIN	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES RIVES-DU-SAGUENAY	COMMISSION SCOLAIRE EASTERN TOWNSHIPS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA CAPITALE	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES SAMARES	COMMISSION SCOLAIRE ENGLISH-MONTREAL
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA COTE-DU-SUD	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES SOMMETS	COMMISSION SCOLAIRE KATIVIK
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA JONQUIERE	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES TROIS-LACS	COMMISSION SCOLAIRE LESTER-B.-PEARSON
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA MOYENNE-COTE-NORD	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES-MILLE-ILES	COMMISSION SCOLAIRE NEW FRONTIERS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA POINTE-DE-L'ILE	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU CHEMIN-DU-ROY	COMMISSION SCOLAIRE RIVERSIDE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA REGION-DE-SHERBROOKE	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU FER	COMMISSION SCOLAIRE SIR-WILFRID-LAURIER
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVERAINE	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU FLEUVE-ET-DES-LACS	COMMISSION SCOLAIRE WESTERN QUEBEC
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVIERE-DU-NORD	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-ABITIBI	CONSEIL DES ECOLES CATHOLIQUES DU CENTRE-EST
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LAVAL	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-SAINT-JEAN	CONSEIL EN EDUCATION DES PREMIERES NATIONS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'ENERGIE	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-TEMISCAMINGUE	CONSEIL SCOLAIRE VIAMONDE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'ESTUAIRE	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LITTORAL	ECOLE NATIONALE DE CIRQUE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'OR-ET-DES-BOIS	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU PAYS-DES-BLEUETS	ECOLE VANGUARD
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE MONTREAL	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU VAL-DES-CERFS	EDUCATION INTERNATIONALE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE PORTNEUF	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE HARRICANA	FEDERATION DES CEGEPS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE ROUYN-NORANDA	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS	FEDERATION DES CENTRES DE SERV. SCOLAIRES DU QUEBEC
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE SAINT-HYACINTHE	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE MARIE-VICTORIN	INSTITUT TSHAKAPESH
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE SOREL-TRACY	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE RENE-LEVESQUE	MOUNT ST-VINCENT UNIVERSITY
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES AFFLUENTS	COLLECTO	NOVA SCOTIA COMMUNITY COLLEGE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES APPALACHES	COLLEGE DE L'ASSOMPTION	NSCAD UNIV. (NOVA SCOTIA COLLEGE ART AND DESIGN)
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES BOIS-FRANCS	COLLEGE DE MONTREAL	SEMINAIRE SAINT-FRANCOIS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES CHENES	COLLEGE DU MONT-SAINT-ANNE	SOCIETE GRICS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 25 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisition gouvernemental (CAG) et de l'ITQ depuis sa création en ventilant par année et par type de services.		
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES CHIC-CHOCS	COLLEGE DUROCHER SAINT-LAMBERT	SRAM
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES DECOUVREURS	COLLEGE FRANCOIS-DEPLACE	UNIVERSITY OF KING'S COLLEGE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES DRAVEURS	COLLEGE JEAN DE LA MENNAIS	VILLA MARIA
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES GRANDES-SEIGNEURIES	COLLEGE LETENDRE	VILLA SAINTE-MARCELLINE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-LAURENTIDES		
Réseau de l'enseignement supérieur		
BIOPTERRE	CEGEP DE ST-FELICIEN	COLLEGE SALETTE
BUREAU DE COOPERATION INTERUNIVERSITAIRE	CEGEP DE THETFORD	CTR EN IMAGERIE NUM. ET MEDIAS INTERACTIFS (CIMMI)
CAMPUS NOTRE-DAME-DE-FOY	CEGEP DE TROIS-RIVIERES	ECOLE DES ARTS NUM., ANIMATION ET DESIGN - UQAC
CCTT EN OPTIQUE-PHOTONIQUE OPTECH	CEGEP DE VALLEYFIELD	ECOLE PIVAUT MONTREAL INC.
CEGEP ANDRE-LAURENDEAU	CEGEP DE VICTORIAVILLE	INSTITUT DE TECHNOLOGIE AGROALIMENTAIRE DU QUEBEC
CEGEP BEAUCE-APPALACHES	CEGEP DU VIEUX MONTREAL	INSTITUT DE TOURISME ET D'HOTELLERIE DU QUEBEC
CEGEP D'AHUNTSIC	CEGEP EDOUARD MONTPETIT	MECANIUM INC.
CEGEP DE BAIE-COMEAU	CEGEP GARNEAU	REFORMAR
CEGEP DE BOIS-DE-BOULOGNE	CEGEP GERALD-GODIN	SEMINAIRE DE SHERBROOKE
CEGEP DE CHICOUTIMI	CEGEP JOHN ABBOTT	UNIVERSITE - ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE
CEGEP DE DRUMMONDVILLE	CEGEP LIMOILLOU	UNIVERSITE - ECOLE NAT. D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
CEGEP DE GRANBY	CEGEP LIONEL-GROULX	UNIVERSITE - ECOLE POLYTECHNIQUE DE MONTREAL
CEGEP DE JONQUIERE	CEGEP MARIE-VICTORIN	UNIVERSITE - INST NAT. DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
CEGEP DE LA GASPESIE ET DES ILES	CEGEP MONTMORENCY	UNIVERSITE - TELE-UNIVERSITE - TELUQ
CEGEP DE LA POCATIERE	CEGEP REGIONAL CHAMPLAIN	UNIVERSITE BISHOP'S
CEGEP DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE	CEGEP REGIONAL DE LANAUDIÈRE	UNIVERSITE CONCORDIA
CEGEP DE LEVIS	CEGEP SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	UNIVERSITE DE MONTREAL
CEGEP DE L'OUTAOUAIS	COLLEGE ANDRE-GRASSET (1973) INC.	UNIVERSITE DE SHERBROOKE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 25 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisition gouvernemental (CAG) et de l'ITQ depuis sa création en ventilant par année et par type de services.		
CEGEP DE MAISONNEUVE	COLLEGE BART (1975)	UNIVERSITE DU QUEBEC
CEGEP DE MATANE	COLLEGE CANADA	UNIVERSITE DU QUEBEC A CHICOUTIMI - UQAC
CEGEP DE RIMOUSKI	COLLEGE D'ALMA	UNIVERSITE DU QUEBEC A MONTREAL
CEGEP DE RIVIERE-DU-LOUP	COLLEGE DAWSON	UNIVERSITE DU QUEBEC A RIMOUSKI (UQAR)
CEGEP DE ROSEMONT	COLLEGE HERITAGE	UNIVERSITE DU QUEBEC A TROIS-RIVIERES - UQTR
CEGEP DE SAINTE-FOY	COLLEGE JEAN-DE-BREBEUF	UNIVERSITE DU QC EN ABITIBI-TEMISCAMINGUE - UQAT
CEGEP DE SAINT-HYACINTHE	COLLEGE LAFLECHE	UNIVERSITE DU QUEBEC EN OUTAOUAIS - UQO
CEGEP DE SAINT-JEROME	COLLEGE LASALLE	UNIVERSITE HEC MONTREAL
CEGEP DE SAINT-LAURENT	COLLEGE MARIANOPOLIS	UNIVERSITE LAVAL
CEGEP DE SEPT-ILES	COLLEGE MARSAN	UNIVERSITE MCGILL
CEGEP DE SHAWINIGAN	COLLEGE MERICI	VANIER COLLEGE
CEGEP DE SHERBROOKE	COLLEGE MULTIHEXA SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	VESTECHPRO
CEGEP DE SOREL-TRACY	COLLEGE O-SULLIVAN DE QUEBEC	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 26 – % utilisation des M/O - offre permanente

Pourcentage d'utilisation par les ministères et organismes de l'offre permanente du CAG pour 2022-2023.

Pour être compté, un organisme doit participer à au moins un contrat conclu par le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG).

Le pourcentage d'utilisation représente la proportion des organismes qui participent à au moins un contrat par rapport au total.

Réseau	Type d'établissement	Nombre d'établissements	Nombre de participants	Pourcentage d'utilisation
Ministères et organismes (MO)	Autres organismes	54	44	81%
	Budgétaire	28	26	93%
	Entreprises du gouvernement et filiales	8	8	100%
	Ministères	23	23	100%
	Non budgétaires	54	51	94%
Total Ministères et organismes (MO)		167	152	91%
Réseau de la santé et des services sociaux	Autres organismes	62	41	66%
	CHSLD privés conventionnés	54	50	93%
	CHU	4	4	100%
	CISSS	13	13	100%
	CIUSSS	9	9	100%
	Établissements du Nord du Qc	5	5	100%
	Instituts	3	3	100%
Total Réseau de la santé et des services sociaux		150	125	83%
Réseau de l'éducation	Autres organismes-Hors QC	10	7	70%
	Autres organismes-QC	14	9	64%
	Centres de services scolaires	72	72	100%
	Écoles privées	123	18	15%
Total Réseau de l'éducation		219	106	48%

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 26 – % utilisation des M/O - offre permanente

Pourcentage d'utilisation par les ministères et organismes de l'offre permanente du CAG pour 2022-2023.

Réseau	Type d'établissement	Nombre d'établissements	Nombre de participants	Pourcentage d'utilisation
Réseau de l'enseignement supérieur	Autres organismes	4	4	100%
	Collégial gouvernemental	2	2	100%
	Collégial privé	19	15	79%
	Collégial public	53	53	100%
	Universités	18	18	100%
Total Réseau de l'enseignement supérieur		96	92	96%
Grand total		632	475	75%
Municipalités et autres territoires	Municipalités et autres territoires	1178	202	17%

*Les données présentées couvrent la période du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 27 – Services partagés obligatoires - réseaux et MO

Liste des services partagés obligatoires pour (i) les ministères et organismes publics et (ii) les réseaux de l'éducation et de la santé, ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoit rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.

Le 1^{er} décembre 2020, quatre arrêtés ministériels pris respectivement par la présidente du Conseil du trésor, le ministre de la Santé et des Services sociaux, le ministre de l'Éducation et la ministre de l'Enseignement supérieur, sont entrés en vigueur. Ces arrêtés ministériels identifient les biens et services pour lesquels les organismes publics, dont ceux des réseaux visés, doivent recourir au Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) pour les acquérir.

1 - Liste des biens et services pour lesquels les organismes publics doivent recourir exclusivement au CAG pour les acquérir

Papeterie et fournitures de bureau

Type	Description
Fournitures de bureau	Toutes les fournitures de bureau dont un organisme public a besoin pour son fonctionnement. Exemples : les crayons, les articles de classement, les agrafeuses, les malles, les articles de bureau et de correspondance, les enveloppes
Papier pour photocopieurs et imprimantes	Tous les produits de papier pour photocopieurs et imprimantes, notamment ceux contenant 30 %, 50 % ou 100 % de fibres post-consommation, certifiés FSC (Forest Stewardship Council), Écologo et procédé sans chlore

Équipements de transport et combustibles

Type	Description
Location véhicules automobiles	Location de véhicules automobiles à la journée, à la semaine ou au mois pour des besoins à court terme (un an et moins). Voitures de tourisme, camionnettes ou fourgonnettes
Achats de véhicules légers	Voitures, véhicules utilitaires, camionnettes, fourgons et fourgonnettes, à traction 4 X 2 ou 4 X 4, comprenant les groupes motopropulseurs à essence régulière ou diesel ainsi que des véhicules hybrides et électriques
Pneus neufs, rechapés et remoulés	Pneus neufs, rechapés et remoulés pour les véhicules légers
Produits pétroliers en vrac	Livraison de produits pétroliers en vrac tels que le carburant, mazout et l'huile de chauffage

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 27 – Services partagés obligatoires - réseaux et MO

Liste des services partagés obligatoires pour (i) les ministères et organismes publics et (ii) les réseaux de l'éducation et de la santé, ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoit rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.

Transport

Type	Description
Transport des personnes par train	Titres de transport
Transport des personnes par autocar	Titres de transport pour le Québec

Divers

Type	Description
Service de courtage et d'information en technologies de l'information (TI)	Services-conseils spécialisés de courtage et d'information en TI permettant de rendre disponibles aux organismes publics une veille ou des conseils stratégiques concernant les projets en TI de ces derniers

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 27 – Services partagés obligatoires - réseaux et MO

Liste des services partagés obligatoires pour (i) les ministères et organismes publics et (ii) les réseaux de l'éducation et de la santé, ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoit rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.

2 - Liste des biens et services pour lesquels les organismes publics, relevant de la responsabilité du ministre de l'Éducation, doivent recourir exclusivement au CAG pour les acquérir

Type	Description
Robotique	Robots qualifiés en fonction de critères pédagogiques
Laboratoire créatif (de type Fab Lab)	Microcontrôleurs (à la pièce ou trousse à assembler) Nano ordinateurs
Équipements numériques (soutenant la robotique et le laboratoire créatif)	Tablettes éducatives (Android, iOS et Windows) qualifiées en fonction de critères pédagogiques
Produits à caractéristiques spécifiques émergents	Biens innovants Selon les produits soumis à l'avis de qualification
Laboratoire créatif (de type Fab Lab)	Imprimantes 3D Traceurs de découpe de vinyle Casques de réalité virtuelle Systèmes électroniques Tablettes graphiques
Équipements numériques (soutenant la robotique et le laboratoire créatif)	Portables tactiles (standards, intermédiaires ou avancés) Miniportables de base non tactiles Miniportables intermédiaires (convertibles 2 en 1) Portables infonuagiques tactiles (convertibles 2 en 1) Portables infonuagiques (Chromebooks, Windows) Accessoires pour les équipements (chariots de recharge)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 27 – Services partagés obligatoires - réseaux et MO

Liste des services partagés obligatoires pour (i) les ministères et organismes publics et (ii) les réseaux de l'éducation et de la santé, ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoit rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.	
3 - Liste des biens et services pour lesquels les organismes publics, <u>relevant de la responsabilité de la ministre de l'Enseignement supérieur</u> , doivent recourir exclusivement au CAG pour les acquérir	
Type	Description
Services informatiques pour des importations de nouvelles bases de données au Progiciel VFA	Importation des données recueillies à la suite des audits immobiliers réalisés auprès des cégeps
Audits immobiliers	Les audits sont réalisés selon les critères préétablis par les 48 cégeps et convenus au devis lors de la conclusion du contrat. Une approche commune et comparable d'un cégep à l'autre est essentielle
4- Liste des biens et services pour lesquels les organismes publics, <u>relevant de la responsabilité du ministre de la Santé et des services sociaux</u> , doivent recourir exclusivement au CAG pour les acquérir	
Type	Description
Fournitures générales de soins	Matériel de soins Contenant et cueillette des matières dangereuses Équipements et fournitures d'aide à la vie quotidienne Gaz médicaux en vrac et cylindré Matériel de stérilisation Électrodes Produits d'incontinence Bas élastiques et jambières de compression Gants d'examen Aiguilles et seringues Matelas pour soutien à domicile Produits soins respiratoires généraux Produits de perfusion et hypodermiques Kits et plateaux de soins

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 27 – Services partagés obligatoires - réseaux et MO

Liste des services partagés obligatoires pour (i) les ministères et organismes publics et (ii) les réseaux de l'éducation et de la santé, ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoit rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.	
	Dispositifs d'accès veineux périphériques Surface d'appui Produit de retraitement (URDM) et désinfectant de surface Sacs hygiéniques Contenants jetables pour déchets biomédicaux Soins de plaies avancés Matériel de thérapie respiratoire
Fournitures pour le bloc opératoire	Matériel de succion Champs opératoires et ensembles personnalisés Produits d'anesthésie respiratoire Agents hémostatiques et colles chirurgicales Petits instruments – Caisson, ophtalmo, thoracique Petit instruments – Scopie
Fournitures de laboratoire et d'imagerie médicale	Réactifs en banque de sang Produits sanguins labiles Produits sanguins stables et de remplacement Milieux de culture préparés, fournitures de microbiologie, glucomètres, fournitures, logiciel de contrôle de qualité Fournitures de laboratoire – Optilab Milieux de culture Tubes à prélèvement Autopiqueurs et lancettes Baryum et accessoires Solutions opacifiantes et accessoires Fournitures d'hématologie et de biochimie

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 27 – Services partagés obligatoires - réseaux et MO

Liste des services partagés obligatoires pour (i) les ministères et organismes publics et (ii) les réseaux de l'éducation et de la santé, ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoit rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.	
Acquisitions en pharmaceutiques	Contrôle environnemental – Pharmacie – Laboratoire Fabrazyme – Enzymes de remplacement Produits biologiques (méningites) Gaz anesthésiants Médicaments – Générique Distribution de produits pharmaceutiques Distribution centralisée des médicaments Services professionnels – Pharmacien – Conseil Produits biologiques Produits biologiques <i>Haemophilus influenzae B</i>
Dispositifs médicaux	Lève patient Lits médicaux

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 28 – Contrats octroyés CAG

Pour les trois dernières années, les valeurs et nombres de contrats octroyés par le CAG et l'ITQ. Ventiler par type de fournisseurs et par mode d'octroi (appel d'offres public, appel d'offres sur invitation, et gré à gré).

Tableau 1

2022-2023 : Nombre de dossiers et valeur des contrats*

Mode de sollicitation	Nombre de contrats	Montant (Avec renouvellement)	Proportion
Regroupement d'achats			
Appels d'offres publics	98	4 202 140 868,48 \$	90,40%
Appels d'offres sur invitation	6	24 400 388,40 \$	0,50%
Contrats de gré à gré	98	405 319 186,57 \$	8,70%
Sous total	202	4 631 860 443,45 \$	99.6%
Achats mandatés			
Appels d'offres publics	22	16 389 406,07 \$	0,4%
Appels d'offres sur invitation	0	0,00 \$	0,0%
Contrats de gré à gré	0	0,00 \$	0,0%
Sous-total	22	16 389 406,07 \$	0,40%
GRAND TOTAL	224	4 648 249 849,52 \$	100,00%

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 28 – Contrats octroyés CAG

Pour les trois dernières années, les valeurs et nombres de contrats octroyés par le CAG et l'ITQ. Ventiler par type de fournisseurs et par mode d'octroi (appel d'offres public, appel d'offres sur invitation, et gré à gré).

Tableau 2

2022-2023 : Par type de contrats

Types de contrats	Nombre de contrats	Montant (avec renouvellement)	Proportion
Regroupement d'achats			
Approvisionnement (biens)	171	3 435 451 183,44 \$	73,90%
Services techniques	14	1 133 155 064,33 \$	24,40%
Services professionnels	17	63 254 195,68 \$	1,40%
Sous-total	202	4 631 860 443,45 \$	99,60%
Achats mandatés			
Approvisionnement (biens)	15	10 842 404,05 \$	0,20%
Services techniques	1	180 000,00 \$	0,00%
Services professionnels	6	5 367 002,02 \$	0,10%
Sous-total	22	16 389 406,07 \$	0,40%
TOTAL	224	4 648 249 849,52 \$	100,00%

*Les montants représentent la valeur totale du contrat, incluant les renouvellements.

NOTE : Les services techniques englobent notamment deux contrats de services en main-d'œuvre indépendante (MOI 1 pour 460 M \$; MOI 2 pour 240 M \$) et un contrat de distribution de médicaments pour 329 M\$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 28 – Contrats octroyés CAG

Pour les trois dernières années, les valeurs et nombres de contrats octroyés par le CAG et l'ITQ. Ventiler par type de fournisseurs et par mode d'octroi (appel d'offres public, appel d'offres sur invitation, et gré à gré).

Tableau 3

2021-2022**

Nombre de dossiers et valeur des contrats*

Mode de sollicitation	Nombre de contrats	Montant (avec renouvellement)	Proportion
Appels d'offres publics	89	2 525 514 783 \$	62,1%
Appels d'offres sur invitation	1	62 923 \$	0,0%
Contrats de gré à gré	405	1 513 935 523 \$	37,2%
Contrats en achat mandaté	62	26 848 492 \$	0,7%
TOTAL	557	4 066 361 721 \$	100,0%

NOTE : Les contrats de gré à gré conclu dans une proportion de 37,2% pour l'année 2021-2022 représentent les contrats conclus en vertu du Décret d'urgence sanitaire (DUS) 705-2021, de l'article 118 et de l'article 25 et de la LCOP).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 28 – Contrats octroyés CAG

Pour les trois dernières années, les valeurs et nombres de contrats octroyés par le CAG et l'ITQ. Ventiler par type de fournisseurs et par mode d'octroi (appel d'offres public, appel d'offres sur invitation, et gré à gré).

Tableau 4

2021-2022**
Par type de contrats

Types de contrats	Nombre de contrats	Montant (avec renouvellement)	Proportion
Approvisionnement (biens)	509	3 109 213 118 \$	76,5%
Services techniques	22	349 356 777 \$	8,6%
Services professionnels	26	607 791 825 \$	14,9%
TOTAL	557	4 066 361 721 \$	100,0%

*Les montants représentent la valeur totale du contrat, incluant les renouvellements.

**Les données sont pour la période du 1er avril 2021 au 28 février 2022 pour une meilleure comparaison avec la période en cours.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 28 – Contrats octroyés CAG

Pour les trois dernières années, les valeurs et nombres de contrats octroyés par le CAG et l'ITQ. Ventiler par type de fournisseurs et par mode d'octroi (appel d'offres public, appel d'offres sur invitation, et gré à gré).

Tableau 5

2020-2021**

Nombre de dossiers et valeur des contrats*

Mode de sollicitation	Nombre de contrats	Montant (avec renouvellement)	Proportion
Appels d'offres publics	25	689 159 567 \$	81,2%
Contrats de gré à gré	20	139 113 214 \$	16,4%
Contrats en achat mandaté	72	20 182 529 \$	2,4%
TOTAL	117	848 455 310 \$	100,0%

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 28 – Contrats octroyés CAG

Pour les trois dernières années, les valeurs et nombres de contrats octroyés par le CAG et l'ITQ. Ventiler par type de fournisseurs et par mode d'octroi (appel d'offres public, appel d'offres sur invitation, et gré à gré).

Tableau 6

2020-2021**

Type de contrats

Types de contrats	Nombre de contrats	Montant (avec renouvellement)	Proportion
Approvisionnement (biens)	99	455 240 226 \$	53,7%
Services techniques	8	278 196 380 \$	32,8%
Services professionnels	10	115 018 705 \$	13,6%
TOTAL	117	848 455 310 \$	100,0%

Il n'y a eu aucun appel d'offres sur invitation entre le 1er septembre 2020 et le 31 mars 2021.

*Les montants représentent la valeur totale du contrat, incluant les renouvellements.

**Compte tenu de la création du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) au 1er septembre 2020, les données présentées pour 2020-2021 couvrent la période du 1er septembre 2020 au 31 mars 2021.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 29 - Organismes et agences; membres CA

Pour l'année 2022-2023, indiquer : a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes dont le mandat a été renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur CV; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

L'AMP n'a pas de conseil d'administration.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 30 – Nombre de demandes d'autorisation - AMP

Pour 2022-2023, le nombre d'entreprises ayant fait une demande d'autorisation à l'AMP.

Données au 28 février 2023

Année	Nombre de demandes d'autorisations reçues	Nombre de demandes de renouvellements reçues	Total
2022-2023	1198	1141	2339

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 31 – Nombre d'autorisations reçues- AMP

Pour 2022-2023, le nombre d'entreprises ayant reçu une autorisation de l'AMP.

Données au 28 février 2023

Année	Nombre d'autorisations délivrées	Nombre de renouvellements délivrés	Total
2022-2023	742	1192	1934

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 32 – Nombre d'autorisations refusées- AMP

Pour 2022-2023, le nombre d'entreprises s'étant vu refuser une autorisation par l'AMP. Préciser les motifs.

Année	Nombre d'autorisation refusée
2022-2023	4

Inscription en lien avec l'application du chapitre V.2 de la LCOP
(les autorisations de contracter)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 33 – Processus de vérification entreprises RENA

Toutes les sommes dépensées afin d'améliorer les processus de vérification afin d'inscrire des entreprises au RENA.

2021-2022	2022-2023
0,00 \$	57 686,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 34 – Nombre d'autorisations révoquées- AMP

Pour 2022-2023, le nombre d'entreprises dont l'autorisation a été révoquée par l'AMP. Préciser les motifs.

Donnée au 28 février 2023

Année	Nombre d'autorisation révoquées
2022-2023	0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 35 – Délais de traitement - AMP

Pour 2022-2023, les délais de traitement pour l'octroi d'une autorisation par l'AMP.

Année 2022-2023	Délai de traitement pour une demande d'autorisation (jours)	Délai de traitement pour une demande de renouvellement (jours)
Délai de traitement entre la réception de la demande et la transmission du dossier aux partenaires	76	46
Délai de traitement entre la transmission du dossier aux partenaires et la réception de leurs rapports	57	173
Délai de traitement entre la réception des documents des partenaires et l'émission de la décision (délai de vérification)	41	53
Délai moyen total de traitement des demandes	176	277

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 36 – Plaintes reçues - AMP

Pour 2022-2023, le nombre de plaintes reçues par l'AMP en ce qui concerne l'adjudication ou l'attribution de contrats publics. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat, visés et (ii) les ministères ou organismes publics visés.

Année	Nombre de plaintes reçues
2022-2023	110

Nature des contrats	Nombre
Approvisionnement (biens)	52
Services de nature technique	15
Services professionnels	20
Travaux de construction	18
Nature inconnue/Sans objet	4
Autre	1
Multiple	0
Total	110

Catégorie d'organismes	Nombre
Ministère/organisme	33
Réseau de l'éducation	11
Réseau de la santé et des services sociaux	45
Organismes non-assujettis	0
Société d'état	3
Monde municipal	17
Sociétés de transport en commun	0
Plus d'un type d'organismes publics	0
Ne concerne pas un organisme public	1
Total	110

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 37 – Délais de traitement - plaintes - AMP

Pour 2022-2023, les délais de traitement d'une plainte reçue par l'AMP.

Le délai de traitement d'une plainte par l'Autorité des marchés publics est dicté par l'article 49 de la *Loi sur l'Autorité des marchés publics*, soit de 14 jours (7 jours supplémentaires peuvent être ajoutés au besoin).

Au 28 février 2023	Délai moyen (jours)
Délai de traitement à la suite de la suspension de l'avis au SEO après réception des observations (OP)	9*

*Selon la loi, dans certains cas, un délai supplémentaire de sept jours peut être utilisé par l'AMP. Cette dernière ne s'est pas prévalu de ce délai additionnel pour la période visée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 38 – Interventions, vérifications et enquêtes - AMP

Pour 2022-2023, le nombre d'interventions, de vérifications et d'enquêtes par l'AMP en ce qui concerne l'adjudication ou l'attribution de contrats publics. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat visés, (ii) les ministères ou organismes publics visés et (iii) les motifs.

Données au 28 février 2023

	Année		Nombre de vérifications	
	2022-2023	232 (7 dossiers ont mené à une intervention au sens de l'article 53 de LAMP)		
		Nombre d'enquête		
		15 (Soit celle relative au mandat d'examen de la gestion contractuelle du MTQ et le PL 66)		
	Nature des contrats		Nombre	
	Approvisionnement (biens)		47	
	Services de nature technique		53	
	Services professionnels		59	
	Travaux de construction		47	
	Nature inconnue/sans objet		17	
	Autre		4	
	Multiple		5	
	Total		232	
	Catégorie d'organismes		Nombre	
	Ministères/organismes		77	
	Réseau de l'éducation		37	
	Réseau de la santé et des services sociaux		54	
Organismes non-assujettis		1		
Sociétés d'État		9		
Monde municipal		51		
Sociétés de transport en commun		3		
Ne concerne pas un organisme		0		
Total		232		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 38 – Interventions, vérifications et enquêtes - AMP

Pour 2022-2023, le nombre d'interventions, de vérifications et d'enquêtes par l'AMP en ce qui concerne l'adjudication ou l'attribution de contrats publics. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat visés, (ii) les ministères ou organismes publics visés et (iii) les motifs.

Motifs	Nb dossiers
Recommandation en vertu de l'art. 31 (2°)	0
Ordonnance/Recommandation de modifications en vertu de l'art. 29 (1°)	0
Absence de REA lorsque requis	29
Absence d'avis d'intention lorsque requis	7
Accès aux marchés	9
Manque d'intégrité d'une entreprise ou d'un individu lié à une entreprise	1
Manquements aux bonnes pratiques	20
Motifs multiples	8
Non-conformité au cadre normatif auquel l'organisme public est assujetti	19
Non-conformité au cadre normatif auquel une entreprise est assujettie	15
Traitement intègre et équitable des concurrents	11
Aucun motif (non-fondé)	91
Autre (s) motifs (s) (ex: évolution des marchés, situation problématique affectant la concurrence)	5
Non défini	17
Total	232

Parmi ces vérifications, combien découlent des nouveaux pouvoirs de la Loi 66 (pour le MTQ ET la loi 66).

6 dossiers PL66 et 9 dossiers PL66 concernant le MTQ.

Motifs avérés lors de la fermeture de ces 15 dossiers :

- 1 dossier fermé pour autres motifs (concurrence);
- 10 dossiers fermés non fondés – aucun motif;
- 4 dossiers fermés en raison de manquements aux bonnes pratiques en exécution.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 39 – Suspension ou résiliations - AMP

Pour 2022-2023, le nombre de contrats publics ou de processus d'adjudication ou d'attribution de contrat, pour lesquels des ordonnances ou des recommandations ont été données par l'AMP, ou qui ont été suspendus ou résiliés à la demande de l'AMP. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat visés, (ii) les ministères ou organismes publics visés et (iii) les motifs.

Nombre d'ordonnances ou recommandations émises
14

Nature des contrats	Nombre
Approvisionnement (biens)	5
Services de nature technique	4
Services professionnels	2
Travaux de construction	1
Nature inconnue	2
Multiple	
Total	14

Catégorie d'organismes	Nombre
Ministères/organismes	3
Réseau de l'éducation	2
Réseau de la santé et des services sociaux	4
Organismes non-assujettis	
Sociétés d'État	
Monde municipal	5
Sociétés de transport en commun	
Ne concerne pas un organisme	
Total	14

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 39 – Suspension ou résiliations - AMP

Pour 2022-2023, le nombre de contrats publics ou de processus d'adjudication ou d'attribution de contrat, pour lesquels des ordonnances ou des recommandations ont été données par l'AMP, ou qui ont été suspendus ou résiliés à la demande de l'AMP. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat visés, (ii) les ministères ou organismes publics visés et (iii) les motifs.

Motifs	Nombre
Absence d'avis d'intention lorsque requis	0
Absence de REA lorsque requis	3
Accès aux marchés	2
Manque d'intégrité d'une entreprise ou d'un individu lié à une entreprise	0
Manquements aux bonnes pratiques	1
Motifs multiples	3
Non-conformité au cadre normatif auquel l'organisme public est assujetti	3
Non-conformité au cadre normatif auquel une entreprise est assujettie	0
Traitement intègre et équitable des concurrents	2
Aucun motif	0
Autre (s) motifs (s) (ex: évolution des 2arches, situation problématique affectant la concurrence)	0
Total	14

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 40 - Optimisation des ressources et compressions de dépenses

Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le ministère ou l'organisme qui en relève en 2022-2023. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet.

Le volume 1 du Budget de dépenses 2023-2024 « Stratégie de gestion des dépenses et renseignements supplémentaires » présente le résultat des mesures d'optimisation de même que les actions envisagées à la section « Une saine gestion des dépenses publiques ».

Quant aux correspondances entre le Secrétariat du Conseil du trésor et les ministères et organismes, ces informations ne peuvent être communiquées en vertu des articles 30 et 33 (5°) de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

# demande 2023-2024 QS Renumérotée	Sujet de la demande	Nom de la demande 2023-2024
P01	Poursuites judiciaires	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par le ministère à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles il était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.
P02	Concours de recrutement	Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant cette année incluant, pour chacun de ces concours : _ le nombre de postes offerts; _ le nombre de postulants; _ la date; _ la nature (concours réservé ou non); _ le taux de réussite; la répartition par région administrative; la date de la publication des résultats
P03	Services essentiels gouvernementaux	Dépenses et effectifs consacrés par le SCT à sa mission « Services essentiels gouvernementaux » dans le cadre du Plan national de sécurité civile (PNSC), ces dix dernières années.
P04	Utilisation assurance salaire	Quel est le niveau d'utilisation de l'assurance salaire dans les différents réseaux (éducation, collégial, santé et services sociaux et fonction publique)? Fournir les données suivantes : a) Nombre de jours d'absence (en nombre et en pourcentage du total de jours rémunérés); b) Répartition selon les régions ou les établissements; c) Répartition selon les corps d'emploi ou les catégories; d) Répartition selon le genre.
P05	Coût assurance salaire	Quel est le coût de l'assurance salaire dans les différents réseaux (éducation, collégial, santé et services sociaux et fonction publique)? Fournir les données suivantes : a) Coût total; b) Répartition selon les régions ou les établissements; c) Répartition selon les corps d'emploi ou les catégories.
P06	Sommes investies conciliation famille-travail-études	Quelles ont été les sommes investies pour la conciliation famille-travail-études (ventilées par organisme et par région)?
P07	Entreprises d'économie sociale - parts marchés publics	Quelles étaient la valeur monétaire et la part des marchés publics obtenus par des entreprises d'économie sociale depuis 5 ans?
P08	Objectifs entreprises d'économie sociale - marchés publics	Quels sont les objectifs du gouvernement quant à l'évolution de la valeur monétaire et de la part des marchés publics obtenus par des entreprises d'économie sociale pour les années à venir?

Étude des crédits 2023-2024

Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale 2e groupe opp	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NRP2-1	DP2-02	Estimation des dépenses budgétaires supplémentaires qui sont nécessaires pour que chaque ministère puisse couvrir le même niveau de service que l'année précédente?	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 65
NRP2-2	DP2-03	Argent neuf disponible pour de nouvelles initiatives cette année qui n'existaient pas lors de l'année précédente, pour chaque ministère	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 39
NRP2-3	DP2-05	Ventilation détaillée de l'effectif temporaire dans la fonction publique au 1er mars de chaque année depuis dix ans.	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 13m
NRP2-4	DP2-06	Ventilation détaillée de l'effectif permanent dans la fonction publique au 1er mars de chaque année depuis 10 ans.	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 13m
NRP2-5	DP2-07	Pour l'année, le nombre d'employées embauchées issues des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également le nombre d'employées ayant obtenu un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.	Répondue par la réponse à la demande particulière de l'opposition officielle 17
NRP2-6	DP2-11	Total des sommes versées au personnel de la fonction publique dans le cadre du télétravail depuis le début de la pandémie. Ventilation par mois et par poste de dépenses.	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 52
NRP2-7	DP2-19	Combien de projets ont été financés en matière de conciliation famille-travail-études depuis (ventilés par organisme et par région)?	Répondue par la réponse à la demande particulière du deuxième groupe d'opposition numéro 5
NRP2-8	DP2-8	Liste des projets en ressources informationnelles autorisés par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 15 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP2-9	DP2-12	Quels projets, mesures, politiques ou programmes ont fait l'objet d'une analyse différenciée des sexes (ADS +) ?	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 1 - Poursuites judiciaires

Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par le ministère à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles il était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné es plus grandes sommes.

Aucune somme n'a été versée à titre de dommages et intérêts à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles il était représenté par le procureur général du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 2 - Concours de recrutement

Liste des concours de recrutement qui se sont tenus en 2022-2023, pour chacun de ces concours : a) le nombre de postes offerts; b) le nombre de postulants; c) la date; d) la nature réservée ou non; e) le taux de réussite; f) la répartition par région administrative; g) la date de publication des résultats.

a) le nombre de postes offerts : 45

b) le nombre de postulants : 1004

f) la répartition par région administrative : 03 - Capitale-Nationale / 06 - Montréal

c) la date; d) la nature réservée ou non; e) le taux de réussite; g) la date de publication des résultats : En février 2022, un nouveau processus de sélection, applicable au recrutement et à la promotion du personnel de la fonction publique, a été mis en place. Désormais, une personne candidate postule à une offre d'emploi à la promotion ou au recrutement pour un emploi précis et non plus à des appels de candidatures génériques en vue d'inscrire son nom dans une banque de personnes qualifiées pour d'éventuels emplois. Ainsi, les modifications apportées ont permis une réforme en profondeur des dispositions prévues au recrutement et à la promotion. Il est alors pertinent de souligner que les modalités c), d), e) et g), à savoir la date, la nature réservée ou non, le taux de réussite et la date de publication des résultats ne sont plus applicables dans le contexte actuel.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 3 – Services essentiels gouvernementaux

Dépenses et effectifs consacrés par le SCT à sa mission « Services essentiels gouvernementaux » dans le cadre du Plan national de sécurité civile (PNSC), ces dix dernières années.

Dépenses en ressources internes uniquement. Le temps consacré à cette activité est variable selon les événements de nature à perturber les opérations courantes du gouvernement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 4 - Utilisation assurance salaire

Quel est le niveau d'utilisation de l'assurance salaire dans les différents réseaux (éducation, collégial, santé et services sociaux et fonction publique)? Fournir les données suivantes : a) Nombre de jours d'absence (en nombre et en pourcentage du total de jours rémunérés); b) Répartition selon les régions ou les établissements; c) Répartition selon les corps d'emploi ou les catégories; d) Répartition selon le genre.¹

a) Nombre de jours d'absence (en nombre et en pourcentage du total de jours rémunérés) :

4 564 jours (3,25 % du total de jours rémunérés).

b) Répartition selon les régions ou les établissements :

03-Capitale-Nationale : 4 344 jours (3,09 % du total de jours rémunérés).

09-Côte-Nord : 220 jours (0,16 % du total de jours rémunérés).

c) Répartition selon les corps d'emploi ou les catégories :

Cadre : 197 jours (0,14 % du total de jours rémunérés).

Personnel de bureau : 128 (0,09 % du total de jours rémunérés).

Professionnel : 3 361 (2,55 % du total de jours rémunérés).

Technicien : 658 (0,47 % du total de jours rémunérés).

¹Les données disponibles concernent la période du 1er avril 2022 au 31 janvier 2023.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 5 - Coût assurance-salaire

Quel est le coût de l'assurance salaire dans les différents réseaux (éducation, collégial, santé et services sociaux et fonction publique)? Fournir les données suivantes : a) Coût total; b) Répartition selon les régions ou les établissements; c) Répartition selon les corps d'emploi ou les catégories.¹

a) Coût total :

713 955 \$

b) Répartition selon les régions ou les établissements :

03-Capitale-Nationale : 665 860 \$

09-Côte-Nord : 48 095 \$

c) Répartition selon les corps d'emploi ou les catégories :

Cadre : 40 827 \$

Personnel de bureau : 10 136 \$

Professionnel : 584 297 \$

Technicien : 78 695 \$

¹ Les données concernent la période du 1er avril 2022 au 31 janvier 2023.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 6 - Sommes investies conciliation famille-travail-études

Quelles ont été les sommes investies pour la conciliation famille-travail-études (ventilées par organisme et par région)?

Le Secrétariat du Conseil du trésor ne collige pas de façon distincte les sommes investies en conciliation famille-travail-études.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 7 - Entreprises d'économie sociale - parts marchés publics

Quelles étaient la valeur monétaire et la part des marchés publics obtenus par des entreprises d'économie sociale depuis 5 ans?

Le système électronique d'appels d'offres du gouvernement du Québec (SEAO) ne permet pas de calculer la valeur monétaire et la part des marchés publics obtenus par les entreprises d'économie sociale.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 8 - Objectifs entreprises d'économie sociale - marchés publics

Quels sont les objectifs du gouvernement quant à l'évolution de la valeur monétaire et de la part des marchés publics obtenus par des entreprises d'économie sociale pour les années à venir?

Le gouvernement souhaite améliorer la représentativité des entreprises d'économie sociale. Les modifications apportées à la Loi sur les contrats des organismes publics (LCOP) entrées en vigueur en décembre 2022 et la Stratégie gouvernementale des marchés publics contribueront à augmenter la part des entreprises d'économie sociale dans les contrats publics. Vous pouvez la consulter au <https://www.tresor.gouv.qc.ca/faire-affaire-avec-letat/strategie-gouvernementale-des-marches-publics>.

# demande non-répondue NR	# demande initiale 3e groupe opp	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NRP3-1	DP3-7 MAMH	Nombre de personnes parties à la retraite en 2022-2023.	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 14a. Cette demande a été transmise au Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et sera répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor.

